

C'est exact. La vérité vraie de la situation, la réelle contradiction à l'œuvre dans cette situation s'est finalement dégagée et est apparue entièrement à l'opinion publique.

Notre journal affirme ces principes :

Il y a un seul monde ; il y a des pays ; il y a des gens.

Les gens, où qu'ils habitent et d'où qu'ils viennent, ont droit à l'existence.

Il y a un seul monde. Notre proposition est de faire campagne sur ce principe et de lutter pour ce principe. Le système des jugements et l'échelle des valeurs ne peut pas être à géométrie ni à géographie variable. Les énoncés et les prescriptions ne peuvent dépendre des lieux ni de la qualité des gens auxquels ils s'appliquent. Ils valent ou non pour les pays en général et pour les gens en général.

Ce journal a pour but, à partir des récits d'expérience, de leurs discussions, de l'exercice critique, de l'examen de situations grandes ou petites, d'ouvrir l'espace des conséquences de ce principe. En construisant cet espace, on saisit mieux en retour la valeur radicale du principe ainsi que la liberté et l'ampleur du champ auquel il ouvre. Telle a été l'expérience qui nous a conduit d'abord à l'énoncer puis à cette conséquence que sont la proposition et le projet de ce journal, Pays intervention fleuve.

Nous avons commencé par faire campagne sur ce mot d'ordre : il y a des gens, et tous ont droit à l'existence ; l'épidémie du sida est mondiale ; la France doit fournir les traitements antiviraux, au moins à ses anciennes colonies d'Afrique. En menant campagne sur ce mot d'ordre, nous nous sommes heurtés à la représentation de l'Afrique comme monde à part, voué à la misère et à l'« humanitaire ».

L'ensemble des médias français imposent et veillent à imposer, comme si c'était une évidence, que l'Afrique est un autre monde, un monde à part. L'Afrique, toujours montrée comme terre de la misère et de la peur, où « par conséquent » les mêmes lois ne valent pas, les mêmes droits ne valent pas. L'Afrique, où les gens ne sont vus que comme des corps souffrants – comme la télévision aime tant à le montrer –, avec comme « conséquence » que la souffrance des corps les priverait de parole et de pensée. Les médias veillent à ce que rien ne transgresse cette « conséquence » qu'il ne faut pas risquer de remarquer. La représentation de l'Afrique comme autre monde trace une frontière mentale à l'intérieur de laquelle chacun est censé se tenir. Elle limite le discours dans lequel tout le monde est censé être inscrit. Notre déclaration initiale, demandant que la France prenne comme pays ses responsabilités à l'égard

d'autres pays, transgressait cette limite : aucun journal n'a voulu la publier. En outre, il s'est trouvé pas mal de gens, sur les marchés où nous intervenions, pour soutenir que la santé en Afrique ne relève que de la charité. Mais d'autres nous disaient leur dégoût de voir l'Afrique sans arrêt présentée comme la terre de misère, et leur haine de l'« humanitaire ».

Nous avons déclaré : il y a un seul monde. Qui veut qu'en France la santé ne soit plus un droit garanti par l'État et soit abandonnée au bon vouloir d'associations et d'ONG ?

L'acceptation passive de la représentation qui fait de l'Afrique un monde à part forme le socle de la propagande du sarkozysme pour séparer dans les faits et dans les consciences un monde de l'autre et rallier à la guerre d'un « premier monde » contre les autres.

On note que Sarkozy s'agite dans tous les sens, et on dit de lui, dans les médias ou au gouvernement : oui, c'est dans son caractère, c'est son style. Plus avisés, bien des gens simples disent : il ne fait pas un président. C'est bien vrai, mais que fait-il ? S'il s'agite, c'est justement, pensons-nous, qu'il fait l'agitateur, l'agitateur politique. Autrement dit, il veut organiser subjectivement les gens. C'est là, nous semble-t-il, le sens réel d'une « rupture » sarkozyenne. Pourquoi un président agitateur ? S'il veut organiser les consciences, s'il a besoin de rallier, plutôt que de gouverner, c'est dans le mouvement de la guerre, pour laquelle il lui faut un engagement qui peut très bien ici n'être que passif. Une double guerre, la guerre américaine, qui détruit un pays après l'autre, et, liée à elle, la guerre des riches contre les pauvres.

La propagande pour le droit supérieur du monde riche se lit dans ces trois thèmes :

- le thème du cas particulier, contre le principe même d'un droit pour tous ;
- le thème de la victime. Le sarkozysme adore les gens en tant que victimes, celles qu'il choisit, celles qui conviennent pour être montrées comme « ayant droit », pour exciter un public comme « vengeur » ;
- enfin, le thème du « Français », mot qui perd sa signification institutionnelle et juridique au profit d'une notion subjective affective qui fait écho aux mouvements racistes et racialistes qui se développent ailleurs en Europe : depuis le ministère spécial étrangers appelé « de l'Identité nationale » jusqu'à la déclaration de Sarkozy : « Je défends les Français, même s'ils ont fait le mal. »

À l'inverse, les jeunes du peuple habitant en banlieue sont désignés comme des ennemis que la police a le droit de chasser, ils sont placés hors droit à la sécurité, hors protection de l'État. Les deux jeunes garçons tués sur le coup de

démobiliser et désarmer les soldats eux-mêmes. Certains d'entre eux sont revenus vous poursuivre et se venger pendant votre deuxième administration.

Encore une fois, je n'ai aucun regret. Il était absolument nécessaire de dissoudre l'armée. Nous avons une armée de quelques 7 000 soldats et elle absorbait 40 % du budget national. Depuis 1915, elle servait d'armée d'occupation interne. Elle n'a jamais lutté contre un ennemi extérieur. Elle a tué des milliers de gens du peuple. Pourquoi avons-nous besoin d'une telle armée, plutôt que d'une force de police convenablement entraînée ? Nous avons fait ce qu'il fallait faire.

Nous avons organisé un programme social pour la réintégration des militaires démobilisés. Ils ont eux aussi le droit de travailler, et l'État a la responsabilité de respecter ce droit – d'autant plus que vous saviez que s'ils ne trouvaient pas de travail, ils seraient plus facilement tentés d'avoir recours à la violence ou au vol, comme l'avaient fait les tontons macoutes. Nous avons fait notre possible. Le problème vient du mécontentement de ceux qui étaient déterminés à préserver le *statu quo*. Ils avaient beaucoup d'argent et beaucoup d'armes, et ils travaillaient main dans la main avec la machine militaire la plus puissante de la terre. Il était facile pour eux de convaincre quelques anciens soldats, de les entraîner et de les équiper en République dominicaine pour déstabiliser le pays. Mais, cela n'a pas été une erreur de démanteler l'armée. Ce n'est pas comme si nous avions pu éviter le deuxième coup d'État en 2004, si nous nous y étions accrochés. Au contraire, si l'armée était restée en place, René Préval n'aurait jamais terminé son premier mandat (1996-2001), et je n'aurais certainement pas pu tenir pendant trois ans de 2001 à 2004.

En agissant de cette manière, nous avons fait la lumière sur le vrai conflit en jeu ici. Comme vous savez, l'histoire d'Haïti est ponctuée d'une longue série de coups d'États. Contrairement aux précédents, celui de 2004 n'a pas été l'œuvre de l'« armée » haïtienne, agissant sous les ordres de notre petite oligarchie, conformément aux intérêts des puissances étrangères. Non, cette fois-ci ces intérêts tout-puissants ont dû faire le travail eux-mêmes, avec leurs propres troupes et en leur propre nom.

Dès que Chamblain et sa petite bande de rebelles se sont enlisés à la périphérie de Port-au-Prince, ne pouvant plus avancer, les marines des États-Unis devaient aller vous expulser du pays.

permet de poursuivre vos buts stratégiques. Par exemple, l'affirmation qu'il y avait des armes de destruction massive en Iraq était un mensonge flagrant. Mais, comme c'était un moyen utile pour atteindre leur objectif, Colin Powell et compagnie suivirent cette voie.

En 1993, les Américains ont accepté avec plaisir un plan économique négocié. Lorsqu'ils ont insisté, à travers le FMI et d'autres institutions financières internationales, sur la privatisation des entreprises publiques, j'étais prêt à approuver le principe – mais j'ai refusé tout simplement de les vendre, sans conditions, à des investisseurs privés. L'existence de la corruption était indéniable dans le secteur public, mais il y avait plusieurs façons d'aborder la question. Plutôt qu'une privatisation effrénée, j'étais prêt à accepter une démocratisation de ces entreprises, pour qu'une partie des bénéficiaires d'une usine ou d'une entreprise puissent aller aux personnes qui y travaillent, être investie dans des écoles ou des cliniques de santé environnantes, pour que les enfants des travailleurs puissent tirer des bénéfices de leur travail. Les Américains ont dit : très bien, il n'y a aucun problème.

Nous avons tous signé ces accords et je suis toujours en paix avec ma décision. J'ai dit la vérité. Tandis qu'ils les signaient dans un esprit différent. Ils signaient parce qu'ainsi ils pouvaient faciliter mon retour en Haïti et de la sorte organiser leur victoire en politique étrangère. Mais, une fois que je suis revenu au pouvoir, ils avaient déjà prévu de renégocier les conditions de la privatisation. Ils revinrent sur notre accord, et s'appuyèrent sur une campagne de désinformation pour faire comme si c'était moi qui avais manqué à ma parole : ce n'est pas vrai. Les accords que nous avons signés sont là, les gens peuvent en juger par eux-mêmes. Malheureusement, nous n'avions pas les moyens de gagner la bataille des relations publiques. Ils ont gagné la bataille de la communication en propageant des mensonges et en déformant la vérité, mais j'ai toujours le sentiment que nous avons gagné la vraie bataille en nous en tenant à la vérité.

Qu'en est-il de votre bataille avec l'armée haïtienne, cette armée qui vous a renversé en 1991 ? Les Américains ont réformé cette armée dans le sens de leurs propres priorités en 1915, et ils sont toujours intervenus depuis lors pour la protection de ces priorités. À peine quelques mois après votre retour en 1994, vous aviez réussi à la démanteler, mais la façon dont vous l'avez fait demeure un sujet à controverse, et vous n'avez jamais pu complètement

Villiers-le-Bel n'ont pas été appelés « victimes » par le gouvernement ni les médias ! S'ils sont morts, ce n'est paraît-il qu'un « banal accident ». La ligne de démarcation des deux mondes passe donc ici aussi, à l'intérieur des frontières de ce pays, la France, et elle sépare aussi des gens de nationalité française. Le code de la route n'autorise pas à écraser les gens au motif d'un « refus de priorité ». Si ces deux jeunes garçons étaient du côté du « bon monde », ceux qui ont « droit à la sécurité », et quelle que soit la réalité des faits, il aurait au moins été obligatoire d'écrire quelque chose comme « les deux jeunes en moto sont arrivés sur le côté, la voiture de police a fait une embardée pour les éviter, mais n'a malheureusement pu éviter le pire... » Tandis que là, pour ces jeunes garçons-là, (quinze et seize ans, l'un apprenti boulanger, l'autre écolier), les tuer de plein fouet est « banal » et normal, c'est de leur faute, ils ont « refusé la priorité », ou même « ils se sont jetés sous la voiture », a-t-on pu lire.

Où l'on voit à quel point cette représentation générale aveugle, enferrée. Elle brouille la connaissance et empêche l'action, acceptée, intégrée par beaucoup comme limite et censure. D'un côté le discours médiatique et gouvernemental, de l'autre quelques timides voix invoquant... le « social » : qu'est-ce qui empêche de voir qu'il s'agit là, comme les gens le disent sur place, de vérité et de justice, de vouloir tout bonnement un même droit pour tous ? Qu'est-ce qui empêche d'y aller voir, pour déclarer que les communes de banlieue ne sont pas en dehors du pays et de l'État ?

Déclarer « il y a un seul monde, il y a des pays, il y a des gens », et se tenir dans les conséquences de ce principe, est donc un geste radical, qui donne effectivement accès au monde, aux pays et aux gens, qui permet de s'installer dans un autre espace et ouvre la possibilité de l'action.

Penser et agir de façon libre est aujourd'hui sous condition d'énoncer des principes qui ouvrent à leur espace de conséquences. Quelques mouvements et tentatives en ont donné l'exemple ces derniers temps. Nous nous plaçons dans le mouvement en cours de division entre le camp guerrier de la défense des privilèges et celui des gens qui cherchent à déclarer et à tenir des points de principe valables pour tous. Notre journal s'inscrit en France dans ce courant et veut contribuer à en montrer l'existence générale et les possibilités.

**Le salaire ou l'aumône. Qu'est-ce qu'un État digne de ce nom ?
Réflexions à la suite du récit n° 1 : « L'unité de mon pays, c'est cela ma
lutte »**

Ce récit dit l'expérience de toute une génération. C'est ce qui est. Pourquoi, alors, le commenter ? Le point essentiel, c'est quand l'auteur du récit dit : « J'ai reconnu comme mes droits ce que dans mon pays je prenais pour des faveurs. [...] Nous nous sommes trompés, ce que nous pensons être des privilèges, des actes de bien, des faveurs, ne sont que nos droits. Le salaire c'est un droit ! Sinon, comment vivre ? » C'est cela même qui est l'expérience de toute une génération.

Quelle est précisément cette expérience, comment la qualifier, de quelle expérience s'agit-il ? Autrement dit, comment penser que ce qui est reçu en échange d'un travail soit considéré comme une faveur ou un privilège ? Cela signifie qu'au Congo (RDC), puisqu'il s'agit de ce pays, il n'y a pas encore le salariat, a fortiori pas de droit du travail ; cela c'est l'expérience de la génération adulte en âge de travailler aujourd'hui.

Si ce que l'on reçoit en échange du travail n'est pas un salaire mais une faveur, dans quoi est-on ? Ce n'est donc pas le salariat... Est-ce l'esclavage ? Non, car l'esclave appartient à son maître, en tant que bien du maître il est à sa charge. Alors, est-ce comparable à la corvée de l'époque féodale en Europe ? Non, car la corvée correspond à un droit réglé du seigneur vis-à-vis des paysans vivant sur ses terres, un droit à prélever sur le paysan un travail gratuit, comme un impôt au seigneur que le paysan paye avec son corps.

Si ce qui est reçu en échange d'un travail doit être considéré comme une faveur, alors cela décrit autre chose qu'il nous faut appeler le rapport colonial. Car, quand les blancs arrivèrent par la mer, par le fleuve, ils trouvèrent là les habitants du pays, les gens de la forêt, et alors, les prenant comme porteurs, domestiques, les enrôlant de force pour des travaux forcés, ils les renvoyaient ensuite au hasard du lieu quand ils n'en avaient plus besoin sans avoir rien à en connaître, sans avoir à les localiser ni les nommer, sans les avoir à leur charge le

Avons-nous fait trop confiance aux Américains ? Étions-nous trop dépendants des forces extérieures ? Non. Ce serait de la pure démagogie de la part d'un président haïtien de prétendre être plus fort que les Américains, ou de s'engager dans une guerre constante de mots, ou de s'opposer à eux par pur plaisir. La seule manière rationnelle de procéder est de bien penser à l'équilibre relatif entre les intérêts, de comprendre ce que les Américains veulent, de leur rappeler ce que nous voulons, et de tirer parti des points de convergence qui existent. En 1994, Clinton avait besoin d'un succès en politique étrangère, et un retour à la démocratie en Haïti lui offrit cette opportunité ; nous avons besoin d'un moyen pour vaincre la résistance de l'armée criminelle haïtienne, et Clinton nous offrit ce moyen. Nous n'avons jamais eu l'illusion de penser que les Américains partageaient nos objectifs fondamentaux. Mais sans eux, nous n'aurions pas pu restaurer la démocratie.

Il n'y avait aucune autre solution que le recours aux troupes américaines ?

Non. Le peuple haïtien n'est pas armé. Il y a des criminels et des vagabonds, des trafiquants de drogue, des gangs armés, mais le peuple n'a pas d'armes. Vous vous trompez si vous pensez que le peuple peut mener une lutte armée. Nous devons regarder la situation en face : le peuple n'a pas d'armes et n'aura jamais autant d'armes que ses ennemis. Il est inutile de mener une lutte sur le terrain de vos ennemis ou de jouer leur jeu. Vous perdrez.

N'avez-vous pas payé trop cher le soutien des Américains ? Ils vous ont poussé à faire toutes sortes de compromis, à accepter beaucoup des choses auxquelles vous étiez opposées : un plan d'ajustement structurel strict, des politiques économiques néo-libérales, la privatisation des entreprises publiques, etc. Le peuple haïtien a beaucoup souffert à cause de ces contraintes. Il a dû être très difficile d'avalier ces choses pendant les négociations de 1993.

Naturellement. Mais vous devez faire la distinction entre, d'une part, la lutte en son principe, pour persister dans le combat aux côtés des pauvres, qui me vient de la théologie et qui est une affaire de justice et de vérité, et, d'autre part, leur lutte politique qui se mène suivant des règles différentes. Dans leur version de la politique, vous pouvez mentir et tricher si cela vous

emprisonné et tué, mais son exemple et son esprit nous guident toujours. Aujourd'hui, la lutte du peuple haïtien est le prolongement de cette campagne pour la dignité et la liberté. Ces deux dernières années, de 2004 à 2006, les Haïtiens ont continué à défendre leur dignité et ont refusé de capituler. Le 6 juillet 2005, Cité-Soleil a été attaqué et bombardé, mais cela comme les nombreuses attaques similaires n'ont pas découragé le peuple dans la lutte pour faire entendre sa voix. Ils ont dénoncé l'injustice. Ils ont voté pour leur président en février dernier ; ils n'accepteront pas l'imposition d'un président venant de l'étranger ou d'en haut. Cette simple persistance pour leur dignité est en elle-même un moteur de changement historique. Le peuple veut être le sujet de son histoire, et non l'objet. Comme Toussaint était sujet de son histoire, le peuple haïtien a repris et prolongé son combat.

Ceci ne veut pas dire que le succès soit inéluctable ou facile, que des intérêts puissants n'essaieront pas de tout faire pour revenir en arrière. Néanmoins, quelque chose d'irréversible a eu lieu, quelque chose qui fait son chemin à travers la conscience collective. C'est la signification de la célèbre déclaration de Toussaint après avoir été capturé par les Français : ils ont coupé le tronc de l'arbre de la liberté, mais il repoussera par ses racines, profondes et nombreuses. Notre lutte pour la liberté rencontrera beaucoup d'obstacles, mais ne sera pas déracinée ; elle l'est solidement dans l'esprit du peuple. Le peuple est pauvre, certes, mais notre esprit est libre. Nous existons toujours comme peuple, sur la base de cette prise de conscience initiale, de cette conscience fondamentale de ce que nous sommes.

Et lorsqu'il a fallu choisir un chef, ce n'est pas un hasard que le peuple, ce peuple si pauvre et marginalisé par les autorités en place, ait choisi non pas un politicien mais un prêtre. Les politiciens l'avaient laissé tombé. Il cherchait quelqu'un avec des principes, quelqu'un qui dirait la vérité, et c'était en un sens plus important que le succès matériel ou qu'une prompte victoire sur nos adversaires. C'est le legs de Toussaint.

En ce qui concerne Dessalines, il a mené une lutte armée, nécessaire, puisqu'il devait casser, définitivement, les chaînes de l'esclavage. Mais notre lutte est différente. C'est Toussaint, et non Dessalines, qui peut accompagner le mouvement populaire d'aujourd'hui. C'est cette inspiration qui a donné la victoire aux élections de février 2006, qui a permis au peuple de déjouer ses adversaires, de choisir son propre chef à l'encontre de la volonté des autorités en place.

moins du monde. Ils restaient, ces gens, même pas identifiés comme des gens mais comme les sauvages habitants indistincts¹ de la forêt sous la loi de leurs chefs coutumiers. Cela distingue la colonisation, il y a une création spécifique de la colonisation au regard du travail. L'arrivant, le blanc, trouve des gens déjà là, dont il ne s'éprouve en rien comptable, sur qui il prélève un travail, les renvoyant ensuite ou les laissant dépérir : dans tous les cas il s'agit d'un travail qui n'est pas assigné à des gens mais qui est prélevé sur une masse indistincte, indéfinie comme la contrée, dans laquelle le colonial plonge la main, il se sert, renvoie ; et s'il vient à donner quelque chose en échange c'est de fait une « faveur », un « acte de bien » de la part de celui qui donne, un « privilège » pour celui qui reçoit.

Et si cela est l'expérience de toute une génération, celle d'aujourd'hui, c'est dire que le rapport colonial reste inchangé, que les dirigeants congolais ne sont que les successeurs des blancs : ils n'ont fait que prendre leur place et tout comme eux ignorent les habitants de la contrée, qui restent une masse indistincte sur laquelle est prélevé un travail forcé, et si on reçoit quelque chose en échange c'est une faveur.

Si bien qu'en arrivant ici, en France, on est content de voir qu'il y a des droits. Le travail donne droit à un salaire. Pas à une aumône. Et c'est un point établi pour tous.

En même temps avec la question des papiers on retrouve ce dont on parle, puisque les papiers ne sont pas un droit, ne le sont plus du tout même puisque la dernière loi pour un accès aux papiers (la loi dite de dix ans, imposant donc légalement de travailler, de vivre au moins dix ans sans papiers) a été abolie par Sarkozy. Maintenant il n'y a plus qu'éventuel et improbable règlement « au cas par cas » ; les papiers sont donc devenus une faveur : « À la préfecture j'ai fini par avoir mes papiers, mais on m'a bien dit que c'était une faveur ».

Celui-ci qui est sans papiers, c'est celui qui n'est pas compté ici, c'est celui qui venant d'ailleurs est ici et travaille ici en étant hors du droit d'ici. Il en résulte que son travail (un travail dur, bâtiment, gardiennage, nettoyage et domesticité des riches) ne donne pas droit assurément à un salaire, on peut lui dénier son

¹ Il faut sans doute reconnaître là l'origine réelle de ces vieux lieux communs racistes dégradés comme « tous les noirs se ressemblent ».

salaire, le lui voler, etc. Sans qu'il ait moyen de se plaindre. La fin du deuxième récit expose bien cette contradiction : « Par rapport à ça [l'absence de justice au Cameroun] je trouve que le droit existe ici », mais la phrase suivante dit « Il y a les papiers et ceux qui en profitent », et tout de suite après : « Au moins [ici] tu peux porter plainte » – mais l'exemple donné est justement l'exemple du contraire : ne pas pouvoir porter plainte, être obligé d'accepter une exaction parce qu'on est sans papiers.

Pour les gens sans papiers, l'accès aux papiers comme faveur limite, remet en cause, le droit au salaire. On retrouve ainsi le rapport colonial comme déplacé et importé ici. Avec les lois successives sur les papiers aboutissant à plus de loi du tout, il y a une tentative de réinstitution du rapport colonial. « La France fait de nous des immigrés, des sans-papiers », dit très justement le deuxième récit. On peut retracer l'histoire de ce faire depuis les années 1980, avec le coup d'envoi donné par la fameuse phrase de Mauroy, ministre de Mitterrand, qui avait dit à propos des ouvriers en grève dans la grande usine Talbot : « Ce sont des chiites étrangers aux réalités sociales de la France. » Rappelons que les ouvriers grévistes de Talbot luttaient précisément pour leurs droits : le droit de toucher un mois de salaire par année d'ancienneté pour les ouvriers mis hors de l'usine. On leur opposait qu'ils n'avaient qu'à « rentrer chez eux », ça s'appelait l'« aide au retour », autrement dit, après une vie de travail ici, repartir dans leur pays d'origine où ils se fondaient derechef dans la masse inconnue en perdant les bénéfices du droit du travail en France (la retraite, les soins pour soi et sa famille). De Mitterrand-Mauroy à Sarkozy l'ouvrage se poursuit jusqu'à trouver son expression revendiquée dans la doctrine Sarkozy de l'« immigration choisie » : soit la prétention de prélever sur une masse indéfinie et indistincte ceux dont on a besoin et qui seront admis pour autant et pour le temps où on aura besoin de leur travail.

Mais si dans le Congo d'aujourd'hui le rapport colonial reste en vigueur et que les dirigeants en place n'en sont que les nouveaux bénéficiaires en même temps que les contremaîtres, il faut examiner à la lumière de cela le fameux argument répété si souvent : puisque les dirigeants africains sont corrompus, il ne faudrait pas traiter avec eux mais « aider directement la population » par le moyen des associations, des ONG. L'autre jour encore, à Château-Rouge, nous avons rencontré un professionnel de l'aide au développement travaillant dans l'association Aides. Il était, à la lecture des premières lignes du tract (pas question pour lui d'aller plus loin et encore moins de lire le journal), complètement furieux et virulent. La cause de sa fureur, c'était qu'on prétende

Ce qui arriva en septembre 1991 a aussi eu lieu en février 2004 et pourrait facilement arriver encore, aussi longtemps que l'oligarchie qui contrôle les moyens de répression les utilisera pour préserver une version creuse de la démocratie. Leur obsession est de maintenir une situation que l'on pourrait appeler démocratique, mais qui au fond ne consiste qu'en une démocratie superficielle et importée, imposée et contrôlée d'en haut. Ainsi, ils ont pu maintenir les choses pendant longtemps. Haïti est indépendant depuis deux cents ans, mais nous vivons aujourd'hui dans un pays où près d'un pour cent de la population contrôle plus de la moitié de la richesse. Pour l'élite, il s'agit de nous contre eux, de trouver un moyen de préserver les inégalités massives qui affectent chaque facette de la société haïtienne. Nous sommes soumis à une sorte d'apartheid. Même depuis 1804, l'élite a tout fait pour maintenir les masses en marge, de l'autre côté des murs qui protègent leurs privilèges. C'est contre cela que nous sommes. C'est contre cela que se bat tout projet vraiment démocratique. L'élite fera tout ce qui est en son pouvoir pour s'assurer le contrôle d'un président et d'un parlement fantoches. Elle fera tout ce qui est nécessaire pour protéger le système d'exploitation dont dépend son pouvoir. Votre question doit être posée en considérant ce contexte historique, cette continuité profonde et considérable.

Tout à fait. Mais dans ce cas, que faut-il faire pour combattre le pouvoir de cette élite ? Si au final elle est prête à utiliser la violence pour contrer toute vraie menace à son hégémonie, quel est le meilleur moyen pour surmonter cette violence ? Malgré sa force, le mouvement populaire qui vous a porté à la présidence n'a pas pu vous maintenir au pouvoir, face à la violence qu'il provoquait. On vous compare parfois à Toussaint Louverture, qui a emporté des victoires extraordinaires sous des contraintes extraordinaires – mais Toussaint est aussi souvent critiqué pour n'avoir pas pu aller plus loin. C'est Dessalines qui a mené la dernière bataille pour l'indépendance. Que répondez-vous à ceux qui disent (comme Patrick Elie ou Ben Dupuy) que vous étiez trop modéré, que vous avez agi comme Toussaint dans une situation qui exigeait un Dessalines ? Que dites-vous à ceux qui affirment que vous avez fait trop confiance aux États-Unis et à ses alliés domestiques ?

Bon [rires]. Trop confiance aux États-Unis, cela me fait sourire. Toussaint Louverture, en tant qu'homme, avait ses limites, mais il a fait tout ce qui était possible, et en réalité il n'a pas échoué. Il a été capturé,

si vous avez le courage de prendre cette décision, on va voir si vous n'êtes pas trop lâche pour accepter cette tâche ; vous qui avez prêché de si beaux sermons, qu'allez-vous faire maintenant ? allez-vous nous assumer ou abandonner la responsabilité afin que tous ensemble nous avançons ?... J'y ai pensé. Quel était le meilleur chemin pour mettre en pratique le message des gospels ? Qu'est-ce que je devais faire ? Je me rappelle comment j'ai répondu lorsque, quelques jours avant les élections de décembre 1990, je suis allé à la commémoration des victimes du massacre de la ruelle de Vaillant, une vingtaine de personnes furent tuées par les macoutes le jour des élections avortées de novembre 1987. Un étudiant m'a demandé : père, pensez-vous que vous pourrez changer seul cette situation si corrompue et injuste ? Et j'ai répondu : pour qu'il pleuve, faut-il une ou plusieurs gouttes de pluie ? Pour une inondation, un filet d'eau ou une rivière torrentielle ? Et je l'ai remercié de m'avoir donné l'occasion de présenter notre mission collective sous la forme de cette métaphore : ce n'est pas seul, comme des gouttes d'eau isolées, que vous et moi allons changer cette situation, mais ensemble, comme une inondation ou un torrent, « lavalasement », que nous allons la changer, l'assainir, sans l'illusion que ce sera facile ou rapide.

Alors, y avait-il d'autres options ? Je ne sais pas. Ce dont je suis sûr, c'est qu'il y avait une opportunité historique et que nous avons donné une réponse historique : une réponse qui a transformé la situation. Nous avons fait un pas dans la bonne direction. Naturellement, ce faisant nous avons provoqué une réaction. Nos opposants ont riposté par un coup d'État. D'abord la tentative de Roger Lafontant, en janvier 1991, puis, après son échec, le coup d'État de septembre 1991. Nos adversaires auraient toujours eu des moyens démesurément puissants pour empêcher le mouvement populaire, et aucune décision ni action n'aurait pu changer cela. L'important, c'est que nous avons fait un pas en avant, un pas dans la bonne direction, suivi d'autres pas. Le processus alors enclenché est toujours en marche, et je suis convaincu qu'il ne fera que se renforcer et qu'à la fin il prévaudra.

Le coup d'État de 1991 a eu lieu bien que les politiques que vous appliquiez une fois au pouvoir fussent relativement modérées et prudentes. Était-il donc inévitable ? La présence de quelqu'un comme vous au palais présidentiel était-elle à elle seule quelque chose d'inacceptable pour l'élite haïtienne ? Auquel cas était-il possible de faire plus pour anticiper et essayer de résister aux répercussions brutales ?

demander quelque chose à la France en tant que pays vis-à-vis d'autres pays. Pour lui la France n'a pas à agir comme pays mais à faire des donations à des fonds internationaux, afin de bien se maintenir, comme il disait, dans le « rapport nord-sud ». Mais en outre, et c'est là-dessus qu'il était virulent, il tenait mordicus à ce que toute « aide » aille aux « associations » et uniquement à elles. Nous avons posé la question : voudrait-il que la santé en France, les soins, l'accès aux traitements, n'existe plus à l'échelon national mais soit confiée à des associations privées caritatives ? Certainement pas. Nous soupçonnons donc le professionnel de l'« aide au développement » d'être plutôt un professionnel du maintien du rapport colonial, puisque selon lui les noirs doivent continuer à relever de l'espace coutumier, de la charité, des « actes de bien » à échelle villageoise... ils n'ont pas droit à un État.

Il est clairement établi par tous les experts, et c'est le sens commun, que toute politique de santé ne peut exister qu'à l'échelle du pays tout entier et relève de l'État. Pour contrôler une épidémie comme celle du sida, il faut un plan national avec un accès au traitement égal pour tous et gratuit.

C'est pourquoi, ajouterons-nous, on a raison de dire que la France doit fournir les traitements. Elle le doit, il s'agit bien d'une dette, puisque la France a tout du long soutenu encouragé Mobutu alors que celui-ci rétablissait à son profit et au profit de son entourage le rapport colonial, en démantelant tout ce qui au Congo commençait à constituer un service public d'État et une responsabilité de l'État vis-à-vis du peuple congolais. La situation déplorable que connaît aujourd'hui ce peuple, notamment l'absence de soins, est la conséquence directe de cette politique, dont la France, qui a contribué à détruire le semblant d'État qu'il y avait dans ce pays-là, porte directement la responsabilité.

Sans plan national, sans politique d'État, il ne peut pas y avoir d'accès correct aux soins. La santé, c'est une responsabilité d'État, et pour les gens cela doit être un droit. Mais alors, qu'y pouvons-nous, puisque nous ne sommes pas des gens d'État, d'aucun État, pas même des professionnels d'associations ou de lobbies, et que nous ne parlons qu'en notre nom ? Comment faire que la France s'engage dans une politique sérieuse pour l'accès aux soins de pays à pays, comment faire pour que notre mot d'ordre « la France doit fournir les traitements » devienne réalité ? C'est en partie la question que beaucoup nous posent lorsqu'ils disent : quel rapport y a-t-il entre ce mot d'ordre et le journal Pays intervention fleuve, dont le titre même indique longueur digression et durée ?

Si nous ne sommes pas des gens de l'État, nous pouvons contribuer à éclaircir parmi les gens la question : à quelles conditions peut-on parler d'État ? À quelles conditions pourra-t-on dire qu'il y a un État digne de ce nom ? Et en faisant cela, nous pouvons contribuer à faire en sorte que des États dignes de ce nom existent, reconnaître où on est et contribuer à créer parmi les gens une unité à ce sujet.

Si on relit le n° 1 du journal, on voit que plusieurs propositions y sont déjà inscrites à ce propos et on remarque aussi que ces propositions trouvent un écho mondial :

- L'unité du pays. Un État digne de ce nom doit garantir l'unité du pays, faire respecter ses frontières.
- Il faut que les richesses tirées de l'exploitation des ressources naturelles du pays profitent, au moins en partie !, aux habitants du pays.
- Il faut qu'il y ait un droit, une justice digne de ce nom : que ce soit un État de droit (comme disait le deuxième récit, « commençons par les prisonniers »).
- Il faut que l'État se charge de la santé, de l'éducation, des routes, en assure l'accès à tous.

Si on prend ces critères, on peut examiner une situation, par exemple ce qu'a été la période Mobutu au Congo. On trouve alors qu'il a assuré le premier critère : l'unité du pays, ce sera là son bilan positif. Mais sur tous les autres points il est dans le négatif, il a fait marche arrière, dans la voie du rapport colonial à son profit, contre la construction d'un État digne de ce nom. Un épisode essentiel à cet égard est celui de la « zaïrianisation ». Le prétexte, incontestable, était celui de la dette coloniale : la confiscation, le vol pur et simple, par la Belgique (et d'autres pays) de tous les avoirs du Congo à la veille de son indépendance. Mais Mobutu en a pris prétexte pour confisquer les biens privés des blancs au Congo, et cela non au profit de réelles nationalisations, c'est-à-dire pour la création d'une richesse nationale profitable à tous les habitants du Congo, pour la création et le renforcement d'un État digne de ce nom, mais pour remplir les poches de sa clientèle privée, les poches de ses proches, reconduisant ainsi le rapport colonial, détruisant les infrastructures qui existaient dans le pays et plongeant le peuple dans la détresse.

S'il y a un État digne de ce nom, alors il y a aussi des obligations pour les gens du pays vis-à-vis de l'État. Nous voulons dire : le respect du bien collectif et le paiement des impôts, car il n'y a pas d'État sans contributions.

la mobilisation du peuple entier. Pour la première fois, le palais national était devenu un lieu non seulement pour les politiciens professionnels mais aussi pour le peuple. Accueillir des gens venant des secteurs les plus pauvres de la société haïtienne au cœur du centre du pouvoir traditionnel a été un geste profondément transformateur.

Vous avez hésité un moment avant de consentir à vous présenter comme candidat à ces élections de 1990. Vous étiez parfaitement conscient que, étant donné l'équilibre des forces en présence, participer aux élections aurait pu diluer ou diviser le mouvement. Avec le recul, pensez-vous toujours que c'était la chose à faire ? Y avait-il une autre option que celle de la voie parlementaire ?

J'ai tendance à penser l'histoire comme un processus de cristallisation de différents types de variables. Certaines variables sont connues, d'autres non. Les variables que nous connaissions et comprenions à cette époque étaient assez claires. Nous avions une idée de quoi nous étions capables et nous savions aussi que ceux qui cherchaient à maintenir le statu quo avaient une myriade de moyens à leur disposition. Ils avaient toute sorte de stratégies et de mécanismes (militaires, économiques, politiques...) pour désorganiser tout mouvement qui s'opposerait à leur mainmise sur le pouvoir. Et nous ne pouvions pas savoir exactement comment ils s'en serviraient ; ils ne pouvaient pas le savoir eux-mêmes. Ils prêtaient grande attention à la forme de lutte du peuple, afin de concevoir la manière de s'organiser, de relever efficacement le défi. C'est ce que j'entends par variables inconnues : le mouvement populaire était en train d'être inventé et développé, sous pression, sur-le-champ, et il n'y avait pas moyen de savoir à l'avance quelle réaction il provoquerait.

Maintenant, étant donné l'équilibre de ces deux types de variables, je n'ai pas de regret. Je ne regrette rien. En 1990, on m'a demandé au sein du mouvement d'accepter ce qui m'incombait. C'était une sorte de chemin de croix. Et dès que j'ai pris ma décision, j'ai accepté ce chemin pour ce qu'il était, sans illusions, sans m'y soustraire. Nous savions parfaitement bien que nous ne pourrions pas tout changer, que nous ne pourrions pas redresser toutes les injustices, que nous allions devoir travailler sous de dures contraintes, etc.

Si j'avais dit : non, je ne me présenterai pas, comment aurait réagi le peuple ? J'entends encore certaines voix demandant : maintenant on va voir

mouvement qui allait être connu sous le nom de Lavalas (mot créole signifiant inondation, avalanche, mais aussi foule de gens, tous ensemble) ? Comment expliquez-vous donc le fait que, en dépit des circonstances et certainement à l'encontre des désirs des États-Unis, des militaires et du pouvoir en place en Haïti, vous ayez pu gagner les élections de 1990 ?

Jean-Bertrand Aristide. Une grande partie du travail avait été faite par des personnes qui étaient là avant moi, des personnes comme le père Antoine Adrien et ses collègues, et le père Jean-Marie Vincent, qui a été assassiné en 1994. Ils avaient développé une vision théologique progressiste qui reflétait les espoirs et les attentes du peuple haïtien. Déjà, en 1979, je travaillais dans le contexte de la théologie de la libération, et il y a une phrase en particulier qui peut aider à résumer ma compréhension de la situation à l'époque. La Conferencia de Puebla a eu lieu à Mexico, en 1979, et plusieurs théologiens de la libération ont été menacés et empêchés d'y participer. Le slogan auquel je pense dit quelque chose comme ça : « *Si el pueblo no va a Puebla, Puebla se quedara sin pueblo* » (si le peuple ne peut pas aller à Puebla, Puebla sera coupé du peuple).

En d'autres mots, le peuple est pour moi au cœur même de notre combat. Il ne s'agit pas de lutter pour le peuple, au nom du peuple, loin du peuple, il s'agit de lutter avec et au milieu du peuple.

Cela se rattache à un second principe : la théologie de libération peut-elle, elle-même, être une étape dans un plus large processus. L'étape où nous devons d'abord parler au nom des pauvres et des opprimés prend fin lorsqu'ils commencent à parler de leurs propres voix et avec leurs propres mots. Le peuple commence à assumer sa place sur la scène publique. À la théologie de libération succède alors la libération de la théologie. Tout le processus nous emmène loin du paternalisme, de toute notion d'un « sauveur » qui viendrait guider le peuple et résoudre ses problèmes.

L'émergence du peuple comme une force publique organisée avait déjà lieu en Haïti dans les années 1980, et en 1986 cette force fut assez forte pour chasser la dictature des Duvalier. C'était un mouvement de la base et non un projet pyramidal dirigé par un leader unique ou une seule organisation. Il n'était pas non plus exclusivement politique. Il s'est surtout développé à travers la formation dans tout le pays de nombreuses petites communautés chrétiennes (*ti legliz*); ces dernières ont joué un rôle historique déterminant. Lorsque j'ai été élu président, il ne s'agissait pas de l'élection d'un politicien ou d'un parti politique conventionnel, c'était l'expression de

Pour finir, nous précisons que, pour un tel État, on ne peut pas retenir le critère que constituerait la tenue d'élections. Quand il y a des élections, il est demandé aux gens d'apporter une légitimité à un État, de lui donner un droit sur eux, mais cela ne dit pas par soi-même si en retour c'est un État de droit et digne de ce nom (exemple évident, celui de l'Irak, où une guerre a été faite dans le but de faire des élections, le résultat étant la destruction de l'État et du pays entier). En outre la tenue d'élections ne garantit aucun respect (exemples, les élections cassées pour mettre à bas des gouvernements élus comme en Algérie ou en Palestine, ou encore l'enlèvement du président élu d'Haïti, Jean-Bertrand Aristide).

Si en Afrique, les pays étaient indépendants, on ne pourrait pas les piétiner à ce point.

Moi, je viens du Rwanda mais j'ai passé toute ma jeunesse en RDC. Tous les malheurs se sont déroulés en ma présence. J'ai perdu ma famille. J'ai été élevé en RDC dans la partie anglophone du pays, j'avais de la famille des deux côtés de la frontière. J'ai fait l'école primaire et secondaire jusqu'à la guerre de 1996, avant le génocide, j'étais dans les camps, j'étais toujours là bas. En 1996, l'armée rwandaise a mené une guerre meurtrière en RDC.

Le monde entier ne reconnaît pas la période de 1996 à 2002, c'est la face cachée. Et tu poses la question : est-ce là le monde que nous vivons ?

En 96, en RDC c'était pareil quand l'armée Rwandaise occupait l'est du pays et soutenait Laurent Désiré Kabila. Cette armée voulait mobiliser la population de la forêt sous prétexte de proposer de nouvelles lois - ils étaient les nouveaux occupants. Tel jour on va se retrouver, mobilisez-vous ; Ils promettaient des cadeaux. La région était en guerre, avoir du sel ou du savon était très difficile alors ils attiraient les gens avec un kilo de sel et celui qui a eu du sel, revient. Si le but de l'armée était de rassembler 500 personnes et que seulement 200 venaient, ils leurs donnaient des cadeaux en les chargeant de convaincre d'autres gens de venir au prochain rendez vous. De retour à la maison, les kilos de sel font que les gens sont convaincus, et le jour venu les 500 se présentent au rendez vous, mais là quand ils arrivent les soldats les mitraillent et puis prennent de l'essence, brûlent les corps et jettent les cendres dans le fleuve. On vivait au jour le jour, la nuit c'était encore plus difficile que la journée.

Entre 1996 et 1998, Kabila a pris le pouvoir. Pendant cette période, il y a eu plusieurs milliers de réfugiés rwandais qui furent abattus dans la forêt ; encore aujourd'hui des gens vivent dans la forêt.

En 98, les soldats rwandais sont revenus pour une nouvelle opération de ratissage, le chef d'état major de l'armée rwandaise qui disait : « un cultivateur dans une forêt doit chercher une machette pour défricher, il coupe l'herbe, la sèche puis la brûle alors de herbes résistent. Il faut encore prendre la machette. On a pris le pays mais derrière des herbes résistent, il faut repasser encore. »

Voilà comment j'ai vécu ce calvaire, ce qui m'a touché c'est que durant ces massacres il y avait des comptoirs qui exploitaient le coltan (un minerai qui entre

« L'élite fera tout ce qui est en son pouvoir pour s'assurer le contrôle d'un président et d'un parlement fantoches »

Entretien avec Jean-Bertrand Aristide (*Pretoria, 20 juillet 2006*)

Par Peter Hallward

Jeune curé travaillant dans les années 1980 dans un quartier pauvre et conflictuel de Port-au-Prince, Jean-Bertrand Aristide devenait bientôt le porte-parole d'un mouvement populaire grandissant contre la série de régimes militaires dirigeant Haïti depuis l'effondrement de la dictature des Duvalier, en 1986. En 1990, il gagne les premières élections présidentielles démocratiques du pays. Perçu comme une menace par l'élite dirigeante d'Haïti, il est renversé par un coup d'État en septembre 1991. Les conflits avec cette élite, soutenue par les États-Unis et la France, ont façonné toute la trajectoire politique d'Aristide : après une autre victoire écrasante aux élections en 2000, la résistance de l'élite a culminé dans un deuxième coup d'État dans la nuit du 28 février 2004, contraignant Aristide à l'exil en Afrique du Sud.

Depuis son expulsion d'Haïti, ses partisans ont subi la plus brutale période de répression dans l'histoire récente du pays. D'après les meilleures estimations disponibles, 5 000 d'entre eux auraient péri aux mains du régime soutenu par les États-Unis et l'ONU et qui a remplacé le gouvernement constitutionnel en mars 2004. Bien que la situation reste tendue et que les troupes des Nations unies occupent toujours le pays, le pire de cette violence a pris fin en février 2006 lorsque René Préval, ancien Premier ministre et allié d'Aristide, a été réélu. Des appels à un retour immédiat et inconditionnel d'Aristide continuent de polariser la politique haïtienne.

Peter Hallward. *Pour commencer, j'aimerais vous poser des questions sur le processus qui vous a porté au pouvoir la première fois, en 1990. La fin des années 1980 a été une période très réactionnaire dans la politique mondiale, notamment en Amérique latine. Comment expliquez-vous la force considérable et l'endurance du mouvement populaire contre la dictature en Haïti,*

occupent, ils viennent de réunir pour cela une conférence à Paris... sans un seul africain !

Le fait est qu'en réduisant un continent entier, le plus lié à nous, à n'être que l'effrayante image de la misère, on devient un peu faible d'esprit et de courage, prêt à ne voir dans les questions mondiales qu'un hochet climatique, à accepter la séparation dans notre pays et à se trouver coi devant le sarkozysme.

Nous proposons, quant à nous, juste un autre éclairage, à la lumière de ces principes : il y a un seul monde ; il y a partout des gens qui ont tous droit à vivre et sont capables de penser – et pour nous c'est une chance. Et il y a des pays, qui peuvent ou non aller de l'avant en ce qui concerne le droit des gens. À voir les choses ainsi, on est beaucoup moins seul. Et on peut travailler à construire une pensée de la situation présente, ici et ailleurs, qui peut être partagée, qui porte un point de vue d'unité.

dans la fabrication des téléphones portables) en faisant travailler les agriculteurs de la région. Des mineurs mourraient ensevelis par des glissements de terrain, 200, 300 personnes mourraient et on continuait à exploiter au dessus des cadavres sans même se soucier de les enterrer, ces gens pris par force pour exploiter le coltan.

Je ne crois pas qu'un pays soit indépendant, seuls les pays riches ceux qui ont l'arme nucléaire le sont. Si par exemple, en Afrique, les pays étaient indépendants, on ne pourrait pas les piétiner à ce point. Les pays riches disent qu'ils donnent des aides mais quand tu es comme moi, tu ne sais pas ce que c'est, si une fois ils arrêtaient ces aides pour donner plus d'autonomie, arrêter de semer le désordre pour avoir les moyens de puiser, d'exploiter ces pays. En Afrique, il n'y a rien mais en Afrique, il y a partout des armes comme ton stylo là, c'est bien en échange de quelque chose.

La première chose en RDC, la population tutsie congolaise voulait ses droits, c'est le motif de la guerre de 1996. Le Rwanda s'est justifié de son attaque sur les camps en parlant des criminels qui étaient dans ces camps, disait que c'était pour stabiliser la frontière, qu'il fallait qu'ils le fassent. Dans ces camps toutes les ONG du monde entier étaient concentrées, ils ont vu comment mourraient les gens mais c'est une face cachée, jusqu'à aujourd'hui le président du Rwanda est accueilli comme un héros. La paix n'est pas possible tant que celui qui est là dirige par les armes.

Ce qui a engendré le génocide du Rwanda ce sont des difficultés qui existaient avant l'indépendance qui ont grandi jusqu'en 1994 et produit le génocide, les Belges avaient divisé les hutus et les tutsies. Les militaires du Front Patriotique sont mêlés au génocide. En RDC des millions de gens sont morts, l'armée rwandaise cherchait du bois de chauffage pour ravitailler les camps mais ce bois a servi à brûler les corps avant de les jeter dans le fleuve Zaïre. Jusque là personne n'a été jugé responsable comme si ces gens étaient sensés mourir comme ça. C'est le problème du TPI qui juge une partie pendant que l'autre est au pouvoir. Pour nous, ce sont des choses invivables, on ne sait pas si on peut se placer dans une partie du monde car on vient d'une partie qui n'est pas censée exister.

En Afrique, la population a des problèmes entre elle mais pas avec les gens qui viennent de l'étranger. Il n'y a pas de politique anti-Occident car l'Occident s'occupe des politiques là bas, personne ne peut manifester car les gens ne sont pas informés, ils sont exploités comme ça. Une personne vit avec un dollar par jour et même beaucoup moins mais c'est la loi du plus fort. Moi, je me dis quand tu arrives en Europe, il y a des Occidentaux qui se soucient de cette situation

comme avec la campagne du collectif. En Afrique, je ne crois pas que si tu t'engages ton pays puisse te protéger. C'est comme le juge français tué à Djibouti, il a certainement dérangé quelqu'un. Avec la guerre, tu es désigné comme un chef rebelle mais tu n'as pas d'armes, tu ne peux pas avoir d'armes, pour avoir des armes forcément un pays est derrière toi. Qu'est-ce qui change tout : quand la population est au courant cela peut changer quelque chose. En Afrique la population ne peut pas se manifester en votant tant que ce sont des votes influencés. Tu votes la personne. C'est un grand échec pour l'Afrique et aussi pour l'occident, depuis les années 90, de vouloir instaurer la démocratie. C'était quelque chose qui pouvait se construire petit à petit mais ça a contribué à aggraver le problème de l'Afrique et les occidentaux continuent à profiter de cette aggravation. Ce qui est grave c'est qu'ils installent un président, quand on est fatigué avec lui, un président qui n'est pas protégé on le tire par un coup d'Etat, on le met en prison.

Je ne vois pas comment un pays du Nord peut éviter l'immigration tant que la misère persiste à moins qu'ils n'installent des mitrailleuses sur la Méditerranée pour tuer les gens sur leurs embarcations, qu'ils construisent un mur ou qu'ils laissent l'économie se développer. L'Afrique peut se développer elle-même. La jeunesse africaine est enfermée sur elle-même, elle n'a pas le droit d'aller et de venir, cela contribue à la misère. Si tout le monde pouvait partir, si c'était organisé, il n'y aurait pas de problème d'immigration. Si tu pars chercher la connaissance, si tu es refermé sur toi, non, la vie ne marche pas. Tout cela vient du populisme qui est à l'œuvre dans la politique, quand je marche dans la rue les français sont sympas mais cette politique diabolise les immigrés, elle fait penser qu'ils s'installent. Cette politique cherche à opposer les uns aux autres et pourtant quand j'arrive chez toi on prend le café. Les gens vivent en harmonie mais quand la guerre vient, elle perturbe tout, la population s'entretue alors que se sont des gens qui se mariaient ensemble, qui partageaient la fête et les jours de peine.

Je connais plusieurs personnes des africains qui veulent repartir en Afrique, mais elles savent comment y travailler mais pas comment y vivre en sécurité. Le problème, c'est la politique qui ne garantit pas la sécurité. Pour tous les politiques en RDC le premier point à résoudre c'est la réunification du pays. Il y a 450 ethnies et dialectes différents et c'est dur pour les gens de l'est qui sont considérés par ceux de l'ouest comme des rwandais. On le voit avec la diabolisation de Kabila pour le décrédibiliser on lui donne un nom rwandais alors que personne ne le connaît, c'est parce que son père était le chef d'une rébellion qu'il est là. Pour un pays qui vient de se construire cela ne sert à rien. C'est le point fort de l'Europe, on ne reproche pas à un homme politique si il vient de là ou là. En Afrique c'est plus difficile car les grandes puissances

Il a fait un ministère spécial pour ça, un État dans l'État, une police spéciale pour les Africains en fait, afin de les désigner comme ceux qu'on a le droit de maltraiter et dire à tous les autres, vous êtes au-dessus d'eux, donc avec moi, vous avez le droit de profiter d'eux, vous êtes aussi des profiteurs et c'est ça votre identité.

Nous, nous n'allons pas discuter ça du côté « intérêt ». Nous ne dirons pas « lui aujourd'hui, toi demain », comme le faisaient avant les syndicats. La division et la séparation ne se combattent pas par l'intérêt, l'intérêt toujours sépare, chacun le sait. Mais nous nous demandons : d'où vient cette paralysie dans les esprits devant le sarkozysme, comme d'une bestiole devant le serpent, quel est le poison paralysant dans la pensée, dans les consciences ? Là-dessus nous pensons que le rapport de pensée et d'image à l'Afrique joue un rôle essentiel.

Le rapport à l'Afrique : la volonté d'interdiction de la politique

Se passe-t-il un seul jour sans que la télé, le journal, interviennent pour montrer la misère africaine ? pour inspirer avec la terre et les visages d'Afrique la pitié et l'horreur ? Et pourquoi cela ? Nous pensons que, chez nous en France, la propagande sur l'Afrique terre de misère, terre à part, est le socle, la base de la propagande paralysante. L'Afrique sert à faire peur, l'Afrique sert à convaincre qu'il n'y a pas un monde mais plusieurs mondes, elle est l'image de « l'autre monde » qu'on a la chance de ne pas habiter, dont Sarkozy prétend nous protéger.

Or, c'est un choix d'imposer cette vision de l'Afrique, où les gens sont obligatoirement réduits à leur corps et au malheur du corps. Ce qui n'est jamais montré, et on ne doit même pas soupçonner que ça pourrait être, c'est : politique et conflits politiques, choix, construction ou au contraire destruction des États. L'Afrique représente le monde pauvre. Et dans le monde pauvre, nous dit-on, il n'y a pas de politique. Il n'y a que la pauvreté. Les pauvres ne pensent pas, ils ne font que subir, la misère ou la charité. La vérité de ce choix, c'est bien une politique, une politique qui veut garder la mainmise sur l'Afrique. Voyez le dernier épisode, le Darfour, la guerre au Soudan. De quoi s'agit-il ? Passez votre chemin, il n'y a rien à comprendre, rien que de la misère et de l'humanitaire, Sarkozy et Kouchner s'en

comme noirs donc dangereux et l'endroit où ils vivent d'être appelé « ghetto ». La couleur de peau désigne la pauvreté comme faute, la pauvreté désigne la couleur de peau comme faute. Voilà la boucle américaine.

Le racisme fait partie de l'histoire américaine, de même que dans cette histoire, les pauvres sont désignés comme coupables de leur pauvreté, et l'État n'a à se charger de rien.

Aux États-Unis, tous les gens réfléchis voudraient que l'Amérique prenne modèle sur la France, du moins ce qu'elle était. Est-il vraiment souhaitable d'américaniser la France ? Pour Sarkozy, d'accord, la réponse est oui, il est là pour ça. Pour Sarkozy, valet de pied des 0,01 % de Français les plus riches, qui ont vu leurs revenus augmenter de 42 % dans les dernières années, c'est ça le programme. Rendre l'oligarchie des riches encore plus riche, privatiser tout ce qui peut encore l'être, casser les minima et les services sociaux et désigner les pauvres comme paresseux responsables de leur pauvreté. Sarkozy soit, mais le ralliement à Sarkozy ?

Le sarkozysme : la promotion de l'exploitation et de l'égoïsme en se servant des « Africains »

Pour servir les plus riches, il faut augmenter le taux de la plus-value, donc allonger le temps de travail, augmenter les cadences. Il y a de quoi enthousiasmer les « travailleurs » ? C'est l'opération de la séparation qui assure que vous en profiterez aussi, car Sarkozy fera suer le burnous encore bien plus aux travailleurs du bas de l'échelle. Les travailleurs du bas de l'échelle sont toujours les derniers arrivés, autrefois auvergnats ou bretons, polonais, espagnols, marocains, aujourd'hui africains, ils sont sur les chantiers, au nettoyage, etc.

Afin de les exploiter pour rien, on s'en prend aux familles, aux femmes et aux jeunes. Il faut le travailleur tout seul, et sans papiers, donc sans aucune protection et sans droit même à la retraite. On le paye une misère et on lui vole même ses cotisations : c'est ça un ouvrier à qui on interdit de faire venir sa famille et qu'on prive de papiers. Mais Sarkozy les veut aussi comme instrument de propagande.

viennent profiter des mésententes dans la population et cela dure toujours. La guerre est toujours là. Ce pays, je ne sais pas comment dieu l'a créé, il y a des matières, tu ne peux même pas imaginer, le coltan, l'or, le quartz, le manganèse ... Et la population meurt malgré toutes ces richesses.

Je travaillais dans un comptoir de coltan, c'est ce que j'ai vu.

*Au sommaire du numéro 1
de pays intervention fleuve :*

Les interventions : le travail du collectif

Récit 1 : L'unité de mon pays, c'est cela ma lutte

Récit 2 : Aujourd'hui, tu comprends le droit ou la vie autrement

La question des principes

A propos de la taxe sur les billets d'avion

Pays intervention fleuve propose de penser la question des pays et du droit des gens à partir du principe : il y a un seul monde

Nous pensons que la question du rapport à l'Afrique est décisive. La désorientation générale est liée à l'acceptation de l'image de l'Afrique comme terre de misère. Cette fausse évidence misérabiliste interdit en fait d'appréhender tout ce qui concerne l'Afrique d'un point de vue politique, faisant de l'Afrique un « monde » à part. Le « consensus » français, et donc la faiblesse actuelle face au sarkozysme, trouvent leur racine en ce point. Sur cette vision de l'Afrique comme monde à part se construit le rapport aux « Africains » comme multitude menaçante des pauvres – ou comme réserve inépuisable de main-d'œuvre. Et à présent il y a, semble-t-il, la tentative, ici, à Émerainville, de construire la représentation américaine du « noir ». C'est du moins ce qu'indique un article du journal le Monde et c'est pourquoi nous avons décidé d'intervenir ici avec ce tract.

America Émerainville : la promotion du sarkozysme par le « noir »

Dans le journal le Monde du 24 juin dernier, Émerainville était présenté comme un lieu d'avant-garde de l'Amérique en France. On y parlait carrément de « tensions raciales », on signalait l'inscription « Bronx » sur une porte de garage. Puis arrivait le mot « noirs », on parlait de « l'école des petits noirs » comme de quelque chose d'inquiétant et devant être évité... On voit là un exemple de la « rupture » sarkozyenne. C'est mal et honteux d'être pauvre et c'est la faute des pauvres si ils sont pauvres. Doctrine américaine. L'article du Monde disait : à Émerainville il y a d'un côté des habitations qui ont fière allure, mais au Clos-Emery c'est moche et déglingué, il y a des « difficultés sociales ». Jusqu'ici en France ça ne se faisait pas trop de montrer du doigt ceux qui ont des « difficultés sociales ». Mais là, le maire a, paraît-il, désigné le Clos-Emery, où habitent ceux qui ont moins de moyens, comme « îlot africain ». Les plus pauvres sont des noirs. Puisqu'ils sont noirs, c'est normal qu'ils soient pauvres, et, en tant que noirs, leur pauvreté est de leur faute et elle est dangereuse pour les autres. Puisqu'ils sont noirs, ils méritent d'être pauvres. Mais inversement, puisqu'ils sont pauvres, ils méritent d'être désignés par leur couleur de peau, d'être montrés du doigt